

Impact de la crise sur la pauvreté

Guillaume Allègre, Marion Cochard,
Éric Heyer, Mathieu Plane et Xavier Timbeau (OFCE)

LA brutale montée du chômage à la suite de la crise économique et financière de l'année 2008 a surpris. Elle n'est pourtant que le début de l'ajustement du marché du travail et va se poursuivre dans les mois qui viennent. Il faut considérer que l'on entre aujourd'hui dans une phase de chômage durablement élevé. Cette hausse du chômage aura des conséquences considérables en termes sociaux. Nous explorons ici, à l'aide d'instruments principalement macroéconomiques, l'ampleur et l'impact d'un chômage en hausse.

Le premier élément de notre analyse est une projection pour l'économie française à l'horizon de quatre ans. L'approche est essentiellement macroéconomique.

Le but de cet exercice est d'obtenir des indications quant aux scénarios possibles d'évolution du marché du travail et des salaires. Si les simulations affichées pour les années 2009 et 2010 reprennent dans les grandes lignes les perspectives de prévision pour l'économie française élaborée par l'OFCE en octobre 2009¹, les deux années suivantes explorent deux scénarios de moyen terme.

Dans le premier scénario, dit central, la croissance permettrait de créer suffisamment d'emplois (36 000 en moyenne annuelle) pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail et donc de stabiliser le chômage. Ce dernier s'établirait à 10,4% en 2012.

Dans le second scénario, nous supposons un rythme de progression de la productivité plus faible que celui retenu dans le compte central et conforme aux évolutions de celle-ci au cours des sept dernières années (1% par an); le taux de chômage diminuerait, terminant à 9,4% en moyenne en 2012, un point au-dessous de celui du scénario central.

Dans un deuxième temps, nous avons approfondi l'analyse du marché du travail afin de paramétrer le modèle de microsimulation.

Nous avons d'abord ventilé nos prévisions d'emploi entre les différents secteurs, à l'aide de modèles à correction d'erreur dans les secteurs industriels et d'une analyse des crises précédentes dans les secteurs des services.

Nous avons ensuite construit un modèle entrées-sorties à l'aide des flux d'entrées et de sorties, et des stocks de demandeurs d'emploi par ancienneté des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM). Ce modèle nous a permis d'établir des prévisions de moyen terme de chômage par ancienneté, ce qui permet en particulier de montrer le phénomène d'hystérèse sur le chômage de longue durée et d'en tirer des conclusions en matière d'indemnisation du chômage.

Dans un troisième temps, nous utilisons les éléments projetés pour en déduire l'impact de la conjoncture économique sur la pauvreté et le nombre de bénéficiaires de minima sociaux à la fin 2010.

Nous procédons à partir de l'enquête Revenus fiscaux 2003 qui nous donne des informations détaillées à la fois sur la situation du marché du travail d'individus représentatifs de la population de France métropolitaine et sur les revenus de leur ménage, ce qui nous permet d'appréhender les liens entre emploi, niveau de vie et pauvreté. L'échantillon est vieilli en deux étapes pour être représentatif des conditions économiques et démographiques observées dans l'enquête Emploi 2007, puis des conditions économiques et démographiques estimées à la fin 2010. L'impact principalement mesuré est celui des destructions d'emplois, du chômage et de l'augmentation de l'ancienneté de chômage à la fin 2010 comparé à 2007.

1. « Croissance précaire », *Revue de l'OFCE*, n° 111, 2009.

Selon l'approche relative de la pauvreté, on estime que, sur cette période, une hausse de 100 chômeurs conduit à une augmentation d'environ 43 pauvres au seuil de pauvreté à 60% ainsi qu'environ 22 ménages allocataires du RSA socle. Les dépenses de RSA socle augmenteraient d'environ 10% sous le seul effet de la conjoncture économique, ce qui peut poser problème au niveau des finances des collectivités territoriales qui sont compensées par l'État avec retard.

Perspectives de l'économie française à l'horizon 2012

Conception générale de l'exercice

Cette projection de l'économie française à l'horizon de quatre ans, de 2009 à 2012, a été réalisée par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) à l'aide de son modèle de simulation de l'économie française (e-mod.fr). Son approche est essentiellement macroéconomique.

Le but de cet exercice est d'obtenir des indications quant aux scénarios possibles d'évolution du marché du travail et des salaires. Si les simulations affichées pour les années 2009 et 2010 reprennent dans les grandes lignes les perspectives de prévision pour l'économie française élaborée par l'OFCE en avril 2009, les deux années suivantes explorent deux scénarios de moyen terme.

Afin de mettre à la disposition des membres de l'Observatoire de la pauvreté une telle «illustration», les évolutions macroéconomiques suivent délibérément une vision tendancielle reposant sur des hypothèses généralement admises :

- Le scénario d'environnement international à moyen terme, qui sert de cadre à la projection de l'économie française, a été élaboré à partir d'une hypothèse médiane suivant les estimations de croissance potentielle réalisée par l'OCDE, ou par le FMI pour les zones hors OCDE, pour les années 2011-2012.
- Le taux de change euro-dollar se stabilise à 1,40 dollar pour un euro. De son côté, le cours du pétrole se stabiliserait à 70 dollars le baril.
- Les prix des partenaires commerciaux de la France évolueraient de façon à stabiliser la compétitivité française à partir de 2010. La demande extérieure adressée à la France demeurerait dynamique sur l'ensemble de la période.
- Les scénarios reposent sur l'hypothèse d'une contribution nulle des variations de stocks.
- Les scénarios supposent une impulsion budgétaire neutre.
- En ce qui concerne la durée du travail, nous l'avons supposée inchangée à l'horizon de notre étude.

Deux scénarios pour l'économie française ont été envisagés à l'horizon 2012. Dans les deux scénarios la croissance est identique (1,8% en 2011 et 2012), mais, dans le premier, le taux correspond à la croissance potentielle alors que, dans le second, nous supposons un ralentissement de la productivité permettant une réduction du chômage.

Le compte central: scénario à la croissance potentielle

C'est sur la base du premier scénario que nous avons élaboré notre compte central. La croissance de l'économie s'établirait à son potentiel de long terme: nous supposons que la productivité du travail s'établit à son niveau tendanciel (1,7% en rythme annuel) au cours des années 2011 et 2012. La population active progressant d'environ 0,1% au cours de ces deux années, la croissance potentielle s'élèverait à 1,8%. Nous supposons une neutralité de la politique budgétaire au cours de ces deux années, ce qui a pour conséquence de stabiliser le déficit public à son niveau prévu en 2010, à savoir 8,7% du PIB. La politique budgétaire nécessite de ce fait un contrôle des dépenses publiques qui progresseraient de 1,8% en moyenne annuelle au cours de la période 2011-2012 contre plus de 2,5% observés au cours des dix dernières années. Ce «compte central» ne nécessite pas de modification du taux d'épargne des ménages (qui se stabiliserait à 16,7% en 2012), mais une augmentation du taux d'investissement des entreprises (17,4% en 2010 à 18,4% en 2012, niveau identique à la moyenne des dix dernières années [18,4%]), et n'entraîne pas de baisse du taux de chômage qui se stabiliserait à 10,4% en 2012.

Un scénario de ralentissement de la croissance potentielle

Dans le second scénario, nous supposons un rythme de progression de la productivité plus faible que celui retenu dans le compte central et conforme aux évolutions de celle-ci au cours des sept dernières années (1% par an). Comme les salaires progressent au même rythme que la productivité dans les deux scénarios, l'écart d'activité par rapport à la croissance potentielle ne demande pas un effort plus important aux agents privés: le taux d'épargne ainsi que le taux d'investissement sont identiques dans les deux scénarios. En revanche, contrairement au scénario central, le taux de chômage diminuerait, terminant à 9,4% en moyenne en 2012, un point au-dessous de celui du scénario central.

Principaux résultats pour les années 2009-2010

La projection prolonge à l'horizon du moyen terme les prévisions à court terme (2009-2010) actualisées que l'OFCE vient de présenter².

Après quatre trimestres consécutifs de recul, le PIB français a retrouvé le chemin de la hausse au deuxième trimestre 2009 (0,3%). Cela n'évitera pas à l'économie française d'enregistrer en 2009 sa plus profonde récession depuis la Grande Dépression des années 1930. Les effets de la crise financière sur l'économie réelle se sont brutalement matérialisés au quatrième trimestre 2008 avec un effondrement spectaculaire (-6,7%) de la production industrielle (IPI) et du PIB (-1,4%). Sur sa lancée de la fin 2008, l'économie française a continué de se contracter fortement au cours du premier trimestre 2009 (-7,2% pour l'IPI et -1,4% pour le PIB).

Le rebond de l'activité ne suffit cependant pas à compenser les pertes d'activité déjà constatées. Au plus fort de la crise financière et bancaire, les instruments financiers, et tout particulièrement le crédit, ont été brutalement très difficiles d'accès. Il

2. « Croissance précaire », *Revue de l'OFCE*, n° 111, 2009.

s'en est suivi une contraction de l'activité partout où ces instruments étaient nécessaires. En particulier, les achats de biens durables (automobile, immobilier), les investissements productifs (graphique 1) ou le commerce international. D'un autre côté, le durcissement des conditions de financement faites aux uns a induit, par les délais de paiement ou par l'exigence de garanties dès qu'une créance est acceptée, une pression sur une myriade d'agents économiques, dont les besoins de financement ont augmenté à un moment où les conditions d'accès se faisaient sévères. De plus, la frilosité générale s'est traduite par une contraction de la demande qui, à son tour, a pesé sur les entreprises. Le phénomène a encore été accentué par les réductions de coûts que les entreprises ont engagées, réductions de coûts qui se matérialisent par des destructions d'emplois. La brutalité du processus, renforcée par sa simultanéité internationale, a également conduit de nombreuses entreprises à la faillite.

La reprise de l'activité financière, au printemps 2009, a interrompu la spirale récessive. La réalisation d'achats ou de dépenses (biens durables, investissements, stocks) reportés jusque-là a fourni un surcroît d'activité. Mais la dégradation des bilans, les faillites provoquées par la crise, les pertes de richesse encaissées par les institutions financières ou par les ménages laissent encore une trace dans l'activité.

Plus particulièrement, la dégradation du marché du travail va conditionner dans les prochains trimestres l'activité économique. Ainsi, dans la foulée du quatrième trimestre 2008, les pertes d'emplois dans le secteur marchand se sont accentuées en 2009 en lien avec la forte contraction prévue de l'activité. Nous envisageons la destruction de près de 700 000 emplois marchands d'ici à la fin 2010 (tableau 1).

Tableau 1

Évolution du marché du travail en France

Variations annuelles, en fin d'année (en milliers)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Population active observée	233	135	104	76	138	51
Emploi total	176	293	338	-27	-350	-259
- Emplois marchands	101	200	263	-88	-421	-282
- Emplois aidés non marchands	-40	38	-24	-77	9	3
- Autres emplois non marchands	115	55	99	138	62	20
Chômage	57	-158	-234	103	487	309

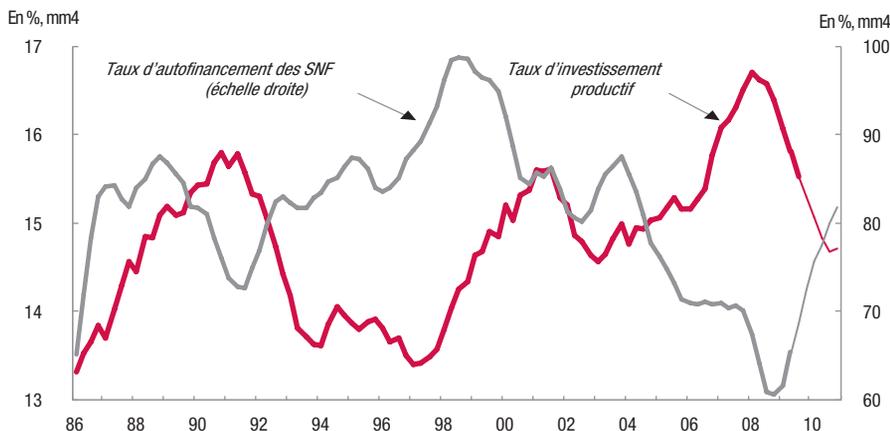
Sources : INSEE ; prévisions OFCE 2009 et 2010, e-mod.fr.

Dans ce contexte de forte dégradation du marché du travail, la politique de l'emploi, par l'intermédiaire du traitement social, ne jouera pas son rôle de « stabilisateur » du chômage. Après avoir amplifié la hausse du chômage en 2008, les nouveaux emplois aidés dans le secteur non marchand permettront tout juste de revenir au niveau observé en début d'année 2008. Le recul conjoncturel de la population active sera finalement le principal amortisseur du chômage. Cela ne sera toutefois pas suffisant et la hausse du chômage devrait atteindre près de 800 000 personnes en deux ans (2009-2010), soit la plus forte progression observée au cours des vingt-cinq dernières années.

Le retournement constaté sur les marchés financier et immobilier a affecté significativement la richesse nette des ménages en 2008. L'hypothèse d'un retour à la situation antérieure étant exclue à l'horizon de notre prévision, nous envisageons une poursuite de cette correction – de près de 135 points de revenu disponible brut (RDB³) – de la richesse nette des ménages en 2009 et 2010 qui passerait de 9,5 fois le montant du RDB à un peu plus de 8 fois. Cette forte destruction de valeur du patrimoine des ménages aura une incidence sur leur comportement d'épargne et les incitera à poursuivre leur désendettement.

Graphique 1

Taux d'investissement* et d'autofinancement** des sociétés non financières (SNF)



* Investissement des SNF/valeur ajoutée des SNF.

** Épargne des SNF/investissement des SNF.

Sources : INSEE, comptes trimestriels, OFCE, e-mod.fr de 2009 à 2010.

Ainsi, l'ampleur des répercussions des crises financière et immobilière sur l'économie réelle réduira le pouvoir d'achat des ménages dépourvus d'emploi et incitera les autres à épargner davantage.

Après avoir fortement baissé entre 2002 et 2008, le taux d'épargne devrait augmenter respectivement de 1,1 et 0,3 point en 2009 et 2010, bridant alors le dernier moteur de croissance. Le taux d'épargne devrait retrouver son niveau de 2002 à l'horizon de notre prévision : il s'établirait alors à 16,8%, niveau très significativement supérieur à celui des vingt dernières années (15,0%). Selon ces hypothèses, la consommation des ménages ne devrait donc pas être un soutien vigoureux à l'activité au cours des prochains trimestres. La croissance de la consommation atteindrait 0,5% en 2009 et 0,6% en 2010, après 0,9% en 2008, rythme peu soutenu et très inférieur à celui observé entre 1998 et 2000 (3,4%) et au cours des dix dernières années (2,6%).

3. Nous estimons que la perte de richesse nette des ménages sera de 135 points de RDB à l'horizon 2010. Elle s'explique à près de 55% par une destruction de la richesse immobilière (72 points de RDB).

Au total, l'économie française en 2009 devrait connaître sa plus forte récession depuis les années 1930 (-2,1% en moyenne annuelle, tableau 2). Au cours de l'année 2010, l'activité devrait croître de nouveau (0,8% en moyenne annuelle), mais à un rythme très faible, insuffisant pour parler de reprise.

S'établissant à un niveau très inférieur à son potentiel (1,6%), la croissance attendue, non seulement, ne permettra pas à l'économie française de combler le retard de production accumulé depuis 2008 mais, au contraire, l'accentuera à l'horizon 2010.

• **Chômage élevé et diminution de la marge de manœuvre de l'État**

Le taux de chômage poursuivra sa hausse entamée et atteindra 9,5% fin 2009 et 10,6% fin 2010, contre 7,8% fin 2008 (respectivement 9,1%, 10,3% et 7,4% en moyenne annuelle). De son côté, le déficit public devrait s'établir respectivement à 8,3% et 8,7% en 2009 et 2010 portant la dette publique à 78,2% du PIB en 2009 et 84,4% en 2010 contre en 68,1% en 2008 (tableau 2).

Tableau 2

Résumé de la prévision pour 2009 et 2010 (en%, moyenne annuelle)

	2006	2007	2008	2009	2010
Taux de croissance du PIB	2,4	2,3	0,3	-2,1	0,8
Importations	5,9	5,4	0,6	-8,5	4,9
Consommation des ménages	2,6	2,4	0,9	0,5	0,6
Consommation des administrations	1,3	1,5	1,1	1,5	1,5
Investissement total	4,4	6,5	0,4	-6,6	-3,4
Exportations	5,0	2,5	-0,6	-10,3	5,3
Contribution à la croissance					
Demande intérieure hors stocks	2,7	3,0	0,9	-0,8	0,0
Variations de stocks	0,0	0,2	-0,1	-1,1	0,8
Solde extérieur	-0,4	-0,9	-0,4	-0,3	0,0
Taux de croissance du PIB de la zone euro	3,0	2,7	0,7	-3,8	0,8
Autres indicateurs					
Inflation (IPC)	1,7	1,5	2,8	0,2	1,5
Taux d'épargne (en % du RDB)	15,1	15,8	15,6	16,4	16,6
Taux de chômage	8,8	8,0	7,4	9,1	10,3
Solde public (en point de PIB)	-2,4	-2,7	-3,4	-8,3	-8,7

Sources : INSEE, comptes trimestriels, OFCE, prévision e-mod.fr pour 2009 et 2010.

Présentation des résultats macroéconomiques à moyen terme (2011-2012)

Le scénario central

L'évolution du PIB et de ses principales composantes est décrite dans le tableau 3 ci-dessous :

Tableau 3

Évolution du PIB et de ses principales composantes 2006-2012 (en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	89-99	99-09	09-12
PIB en volume	2,4	2,3	0,3	-2,1	0,8	1,8	1,8	1,8	1,5	1,5
Importations	5,9	5,4	0,6	-8,4	4,9	2,9	2,8	4,5	4,2	3,5
Consommation des ménages	2,6	2,4	0,9	0,5	0,6	1,1	1,1	1,4	2,5	1,0
FBCF des SNF-EI*	4,7	8,6	2,4	-7,6	-4,6	4,7	4,9	1,6	2,0	1,7
Exportations	5,0	2,5	-0,5	-10,3	5,3	3,4	3,3	5,8	2,3	4,0
Contributions										
Demande intérieure hors stocks	2,8	3,1	0,9	-0,8	0,0	1,8	1,8	1,6	2,2	1,2
Solde extérieur	-0,4	-0,9	-0,3	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	-0,6	0,0
Variations de stocks	0,0	0,1	-0,3	-1,1	0,8	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,3
Déficit public (en % du PIB)	-2,4	-2,7	-3,4	-8,3	-8,7	-8,7	-8,7			
Impulsion budgétaire	-0,7	0,3	0,1	1,7	-0,4	0,0	0,0			
Dette publique (en % du PIB)	63,7	63,8	68,0	78,2	84,4	87,4	92,0			

* Formation brute de capital fixe des sociétés non financières et des entreprises individuelles.

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

À moyen terme (2011-2012), il est supposé que la croissance se stabilise sur son potentiel. Dans ce scénario, nous supposons que la productivité du travail s'établit à son niveau tendanciel (1,7% en rythme annuel) alors que la population active progresserait d'environ 0,1% au cours de ces deux années. La croissance potentielle s'élèverait alors à 1,8%.

Le tableau 6 reprend pour référence les moyennes constatées sur les cycles précédents : 1989-1999 et 1999-2009. On constate que le scénario de croissance à moyen terme est très proche de celui observé au cours des années 1990 et proche, même si supérieur, de celui qui a prévalu au cours des dix dernières années.

Le scénario « alternatif »

Dans ce scénario, la croissance est identique mais la productivité du travail est moins élevée. Nous supposons un rythme de progression de la productivité conforme aux évolutions de celle-ci au cours des sept dernières années (1% par an).

Tableau 3 bis

Évolution du PIB et de ses principales composantes 2006-2012 (en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	89-99	99-09	09-12
PIB en volume	2,4	2,3	0,3	-2,1	0,8	1,8	1,8	1,8	1,5	1,5
Importations	5,9	5,4	0,6	-8,4	4,9	3,2	3,3	4,5	4,2	3,5
Consommation des ménages	2,6	2,4	0,9	0,5	0,6	1,1	1,2	1,4	2,5	1,0
FBCF des SNF-EI	4,7	8,6	2,4	-8,0	-4,6	5,0	4,9	1,6	2,0	1,7
Exportations	5,0	2,5	-0,5	-10,3	5,3	3,6	3,7	5,8	2,3	4,0
Contributions										
Demande intérieure hors stocks	2,8	3,1	0,9	-0,8	0,0	1,8	1,8	1,6	2,2	1,2
Solde extérieur	-0,4	-0,9	-0,3	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	-0,6	0,0
Variations de stocks	0,0	0,1	-0,3	-1,1	0,8	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,3
Déficit public (en % du PIB)	-2,4	-2,7	-3,4	-8,3	-8,7	-8,7	-8,7			
Impulsion budgétaire	-0,7	0,3	0,1	1,7	-0,4	0,0	0,0			
Dette publique (en % du PIB)	63,7	63,8	68,0	78,2	84,4	87,4	92,0			

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

- Les ménages et les entreprises

Comme les salaires progressent au même rythme que la productivité dans les deux scénarios, l'écart d'activité par rapport à la croissance potentielle ne demande pas un effort plus important aux agents privés : le taux d'épargne ainsi que le taux d'investissement sont identiques dans les deux scénarios.

Scénario central

Le RDB porte, dans ce scénario, la marque de la faiblesse des prestations sociales inscrites dans la programmation pluri-annuelle des finances publiques.

Tableau 4

Principales caractéristiques de l'évolution du compte des ménages (en volume, en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Revenu disponible brut	3,1	4,0	1,9	2,0	2,5	1,2	1,2	1,8	2,7	1,8
Salaires réels	1,8	1,7	0,7	0,4	-0,7	1,7	1,7	1,5	1,9	0,8
Prestations sociales	2,7	2,3	1,8	4,4	3,2	2,8	2,2	2,6	2,7	2,9
Consommation des ménages	2,6	2,4	0,9	0,5	0,6	1,1	1,1	1,4	2,5	0,8
Taux d'épargne des ménages	15,0	15,5	15,3	16,5	16,7	16,7	16,7	14,8	15,7	16,4

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Dans ces scénarios, une croissance de l'activité de 1,8% annuelle nécessite un soutien de la part des entreprises. La croissance de l'investissement devrait être soutenue, notamment au cours des deux premières années (2011-2012). Cela se traduit par une hausse sensible du taux d'investissement (0,5 point chaque année), qui atteindrait 18,4% de la valeur ajoutée en 2012, niveau proche de celui observé en moyenne au cours des dix dernières années.

Tableau 5

Principales caractéristiques du compte des entreprises (en volume, en%)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Taux d'investissement	18,5	19,4	19,8	18,6	17,4	17,9	18,4	17,4	18,4	18,4
Investissement	4,7	8,6	2,4	-7,6	-4,6	4,7	4,9	1,6	2,0	0,0
Taux d'autofinancement	67,8	60,7	60,7	74,9	85,1	88,3	89,5	85,9	72,7	79,7
Taux de marge	37,9	38,1	37,6	37,0	38,8	38,9	38,8	38,9	37,8	38,2

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Scénario « alternatif »

Dans ce scénario, la plus faible croissance de la productivité du travail permet de plus fortes créations d'emplois qui soutiennent le revenu des ménages en compensant la plus faible progression des salaires. La consommation des ménages croît à un rythme identique à celui anticipé dans le scénario central. L'effort demandé aux ménages est identique dans les deux scénarios (graphique 2).

Tableau 4 bis

Principales caractéristiques de l'évolution du compte des ménages (en volume, en%)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Revenu disponible brut	3,1	4,0	1,9	2,0	2,5	1,2	1,2	1,8	2,7	1,8
Salaires réels	1,8	1,7	0,7	0,4	-0,7	1,0	1,0	1,5	1,9	0,5
Prestations sociales	2,7	2,3	1,8	4,4	3,2	2,4	1,5	2,6	2,7	2,7
Consommation des ménages	2,6	2,4	0,9	0,5	0,6	1,1	1,2	1,4	2,5	0,9
Taux d'épargne des ménages	15,0	15,5	15,3	16,5	16,7	16,7	16,7	14,8	15,7	16,4

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Tableau 5 bis

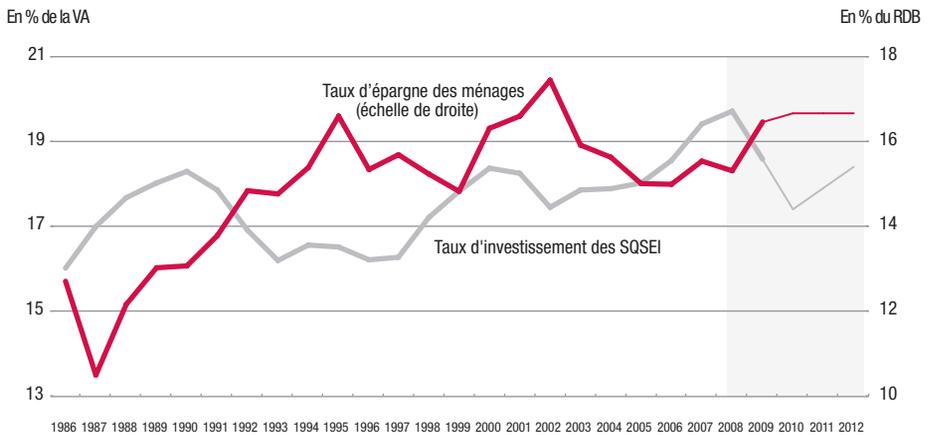
Principales caractéristiques du compte des entreprises (en volume, en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Taux d'investissement	18,5	19,4	19,7	18,6	17,4	17,9	18,4	17,4	18,4	18,4
Investissement	4,7	8,6	2,4	-7,6	-4,6	5,0	4,9	1,6	2,0	0,0
Taux d'autofinancement	67,8	60,7	55,0	74,9	85,1	86,1	87,3	85,9	72,7	77,7
Taux de marge	37,9	38,1	37,6	37,0	38,8	38,8	38,8	38,9	37,8	38,2

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Graphique 2

Taux d'épargne des ménages et taux d'investissement des SQSEI



Sources : INSEE, prévisions OFCE.

- **L'emploi et le chômage**

Scénario central

Retenant 1,7% comme hypothèse de progression annuelle de la productivité du travail et une progression de la population active de 0,1% par an, la croissance permettrait de créer suffisamment d'emplois (36 000 en moyenne annuelle) pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail et donc de stabiliser le chômage. Ce dernier s'établirait à 10,4% en 2012.

Tableau 6
Emploi et chômage

Variations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Emploi total (milliers)	293	338	-27	-350	-259	46	47	101	171	-109
Emploi salarié (milliers)	200	263	-88	-421	-282	36	37	182	170	-144
Population active (en %)	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,4	0,5	0,1
Taux de chômage (BIT)	8,8	8,0	7,4	9,1	10,3	10,4	10,4	9,6	8,5	9,5

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Scénario « alternatif »

La plus faible croissance de la productivité à croissance identique permet de plus fortes créations d'emplois dans ce scénario que dans le compte central. Le taux de chômage reprendrait sa tendance baissière pour atteindre 9,4 % en 2012.

Tableau 6 bis
Emploi et chômage

Variations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Emploi total (milliers)	293	338	-27	-350	-259	202	195	101	171	-48
Emploi salarié (milliers)	200	263	-88	-421	-282	177	171	182	170	-89
Population active (en %)	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,4	0,5	0,1
Taux de chômage (BIT)	8,8	8,0	7,4	9,1	10,3	10,0	9,4	9,6	8,5	9,2

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Graphique 3
Taux de chômage dans les deux scénarios (en % de la population active)



Sources : INSEE, prévisions OFCE.

- Les prix

Scénario central et scénario « alternatif »

Les progressions du salaire horaire réel et de la productivité par tête se suivraient, atteignant progressivement leur croissance de moyen terme de 1,7 % par an dans le compte central et 1,0 dans le scénario « alternatif ».

Tableau 7

Prix et salaire (en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Prix à la consommation (IPC)	1,7	1,5	2,8	0,0	1,6	1,7	1,7	1,9	1,8	1,6
Salaire horaire réel	1,7	1,4	2,1	0,8	0,6	1,7	1,7	1,5	1,9	1,4
Productivité par tête	1,2	0,5	0,1	-0,5	3,1	1,7	1,7	1,4	0,7	1,2

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Tableau 7 bis

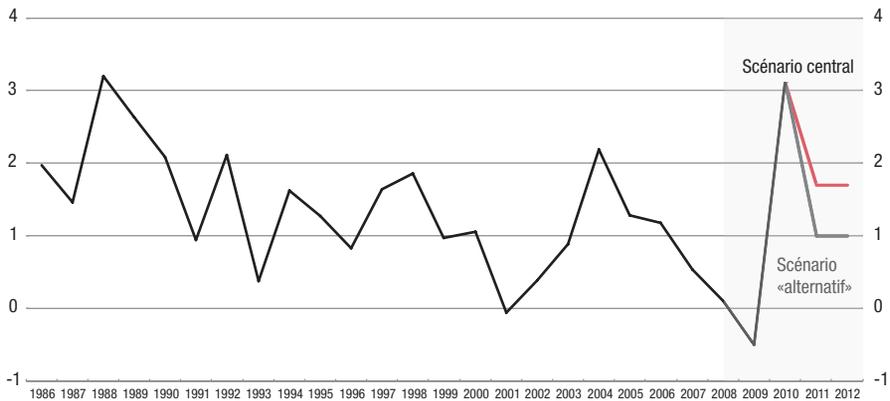
Prix et salaire (en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Prix à la consommation (IPC)	1,7	1,5	2,8	0,0	1,6	1,6	1,6	1,9	1,8	1,5
Salaire horaire réel	1,7	1,4	2,1	0,8	0,6	1,0	1,0	1,5	1,9	1,1
Productivité par tête	1,2	0,5	0,1	-0,5	3,1	1,0	1,0	1,4	0,7	0,9

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Graphique 4

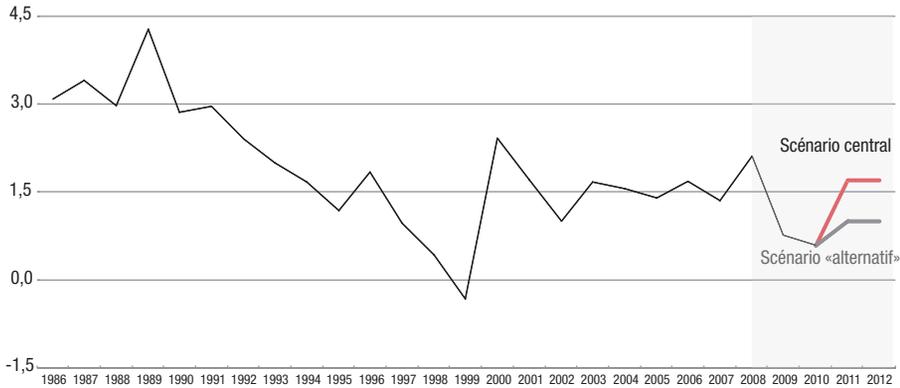
Taux de croissance de la productivité du travail (en %)



Sources : INSEE, calculs OFCE.

Graphique 5

Taux de croissance du salaire réel dans les deux scénarios (en%)



Sources : INSEE, calculs OFCE.

• Les échanges extérieurs

Scénarios central et « alternatif »

En l’absence de décalage conjoncturel et en supposant une stabilisation de la compétitivité-prix française, la contribution du commerce extérieur serait nulle dans nos deux scénarios à l’horizon de l’analyse.

Tableau 8

Principales caractéristiques de l’évolution des échanges extérieurs (en%)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Importations (volume)	5,9	5,4	0,6	-8,5	4,9	2,9	2,8	4,5	4,2	0,5
Exportations (volume)	5,0	2,5	-0,5	-	5,3	3,4	3,3	5,8	2,3	0,2
Demande étrangère	9,2	6,5	6,4	-2,6	6,8	3,5	3,6	6,0	5,6	3,5
Contribution extérieure	-0,4	-0,9	-0,3	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	-0,6	0,0

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Tableau 8 bis

Principales caractéristiques de l’évolution des échanges extérieurs (en%)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Importations (volume)	5,9	5,4	0,6	-8,5	4,9	3,2	3,3	4,5	4,2	0,7
Exportations (volume)	5,0	2,5	-0,5	-10,3	5,3	3,6	3,7	5,8	2,3	0,4
Demande étrangère	9,2	6,5	6,4	-2,6	6,8	3,5	3,6	6,0	5,6	3,5
Contribution extérieure	-0,4	-0,9	-0,3	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	-0,6	0,0

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Encadré

Situation budgétaire des administrations publiques locales¹

Malgré la crise et la réforme de la taxe professionnelle, les collectivités locales devraient connaître une faible hausse de leur déficit entre 2008 et 2010, ce dernier devant passer de 8,6 milliards d'euros en 2008 à 10,9 milliards en 2010. Au final, les administrations publiques locales (APUL) ne contribuent que pour 0,1 point de PIB à la hausse de plus de 5 points de PIB du déficit public entre 2008 et 2010. Cette dégradation des finances des collectivités locales est nettement plus faible que pour les autres administrations publiques (APU) (État et administrations de sécurité sociale) car, à l'exception de recettes liées aux droits de mutation, les ressources des collectivités locales sont moins sensibles aux évolutions de la conjoncture.

Ressources et dépenses des administrations publiques locales*

(En milliards d'euros)	2008	2009	2010
Ressources totales dont	212,0	221,1	223,3
Ressources fiscales	112,5	115,5	88,2
Transferts reçus	58,8	64,0	92,2
Autres ressources	40,6	41,5	42,8
Dépenses totales dont	220,6	229,4	234,2
Dépenses de fonctionnement	162,6	169,3	173,3
Dépenses d'investissement	52,9	55,0	55,1
Intérêts	5,2	5,2	5,7
Solde des administrations publiques locales	-8,6	-8,3	-10,9

* Y compris réforme de la taxe professionnelle.

Sources : Rapport économique, social et financier du PLF 2010, calculs OFCE.

En 2009, les ressources des APUL augmenteraient de 4,3% alors même que leurs ressources fiscales n'augmenteraient que de 2,7% (contre 4,3% en 2008) en raison de la baisse des droits de mutation de 2,9 milliards d'euros liée à la chute des transactions immobilières. En revanche, les transferts reçus par les autres APU augmenteraient de près de 9% en 2009, en raison notamment des effets du remboursement anticipé du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) mis en place dans le cadre du plan de relance et qui représente 3,8 milliards d'euros en 2009. Hors FCTVA, les transferts reçus par les collectivités locales n'augmenteraient que de 3%.

En 2010, les ressources des APUL augmenteraient de seulement 1% mais avec une modification en profondeur de la composition de leurs ressources en raison de la réforme de la taxe professionnelle. Cette dernière réduirait provisoirement les ressources fiscales des APUL de 32,8 milliards d'euros et augmenterait les transferts reçus de 31,6 milliards car l'État percevra l'intégralité de la taxe professionnelle (y compris la taxe foncière) en 2010 et versera aux APUL une dotation neutralisant le coût de la réforme². Hors effet de la réforme, les ressources fiscales des collectivités locales augmenteraient de 4,7% en 2010, soit deux points de plus qu'en 2009.

Du côté des dépenses des APUL, celles-ci augmenteraient de 4% en 2009 (après 3,6% en 2008) puis ralentiraient à 2,6% en 2010 en raison du contrecoup du plan de relance. Les effets du plan de relance sont particulièrement visibles sur le profil des dépenses d'investissement qui augmenteraient de 3,9% en 2009 avant de retomber à 0,3% en 2010.

1. La plupart des chiffres de cet encadré sont tirés du Rapport économique, social et financier du projet de loi de finances pour 2010.

2. À partir de 2011, l'État devrait mettre en place un mécanisme de compensation dans lequel les APUL disposeraient de recettes de substitution en complément de dotations budgétaires d'ajustement.

Les dépenses de fonctionnement augmenteraient de 4,1 % en 2009 et de 3,2 % en 2010 (hors réforme de la taxe professionnelle qui diminue les frais d'assiette et de recouvrement de 1,3 milliard d'euros) en raison notamment du rythme élevé des dépenses sociales (6,7 % en 2009 et 6,6 % en 2010). Après avoir baissé de 1,8 % en 2008, les dépenses de RMI (RSA socle désormais) repartiraient à la hausse en 2009 et 2010 en raison de la dégradation continue du marché du travail. Le RSA socle concerne désormais les bénéficiaires de l'allocation parent isolé (API) dont les ressources étaient auparavant financées par l'État. Le versement du RSA socle aux bénéficiaires de l'API par les départements constitue une extension de compétence financée par un transfert de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

En 2009, la masse salariale des APUL resterait relativement dynamique (5,1 %) avant de ralentir à 4,3 % en 2010. Ce ralentissement en 2010 s'explique principalement par la fin des transferts de personnel TOS (techniciens, ouvriers et de services exerçant leurs missions dans les collèges et les lycées) et la diminution des transferts de personnel de la direction départementale de l'équipement (DDE).

Enfin, malgré la hausse de l'endettement en 2009, la baisse des taux d'intérêt en 2009 permettrait de stabiliser la charge d'intérêts des APUL à 5,2 milliards d'euros avant d'augmenter de 8 % en 2010 (0,5 milliard) sous l'effet de l'accroissement de la dette et de la fin de la baisse des taux.

Prévision détaillée du marché du travail

Prévisions de valeur ajoutée

Sur la base des prévisions de court terme de croissance et d'emploi, nous avons élaboré des prévisions sectorielles pour les seize postes agrégés de la comptabilité nationale.

Dans les secteurs marchands, les prévisions de valeur ajoutée ont été élaborées, pour l'année 2009, à l'aide des enquêtes de conjoncture sectorielles de l'INSEE. Pour l'année 2010, les prévisions ont été calées à l'aide d'analyses économétriques sur le scénario central présenté dans la première partie du rapport. La modélisation du cycle de la valeur ajoutée dans le secteur des biens d'équipement repose ainsi sur les cycles d'investissement et d'exportations, celle du secteur du bâtiment sur le cycle d'investissement logement, et l'activité dans les secteurs automobile et des biens de consommation s'explique par les prévisions de consommation des ménages et du commerce extérieur.

Le tableau 9 montre que tous les secteurs marchands ont été affectés par la baisse d'activité depuis le début de la crise économique – à l'exception des services aux particuliers et immobiliers – et afficheront une baisse de leur valeur ajoutée pour l'année 2009. L'ensemble des secteurs industriels connaît les baisses les plus importantes. Le secteur industriel le plus affecté par la crise étant celui de l'automobile dont la valeur ajoutée a baissé de près de 30 % en 2009, après une année 2008 déjà jugée catastrophique (-15,3 %). Les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipement ont également été fortement touchés, avec des baisses de VA qui devraient atteindre respectivement 13 % et 7,2 % en 2009. L'effondrement de l'activité dans ces secteurs industriels a pris fin au deuxième trimestre 2009 avec un retour à la normale de l'activité sans reprise franche. Cette tendance devrait se pour-

suivre, et tous les secteurs industriels afficheront une évolution positive de leur valeur ajoutée en 2010, à l'exception du secteur des biens d'équipement, fortement dépendant de l'investissement des entreprises qui poursuivra son retournement à l'horizon de notre prévision. Ce regain d'activité sera cependant loin de compenser l'effondrement industriel passé, et la perte de valeur ajoutée ne sera pas comblée à l'horizon de notre prévision de court terme.

Les secteurs des services marchands ont également subi les conséquences de la crise, mais dans une moindre mesure. Tous les services – à l'exception des services immobiliers et des services aux particuliers dont la VA est restée stable – ont connu une baisse d'activité, et la chute de la valeur ajoutée devrait ainsi s'élever à 1,5% dans les services marchands pour l'année 2009. Le secteur du commerce a été particulièrement touché, avec une baisse de la valeur ajoutée de 3% en 2009, et devrait voir son niveau d'activité stagner en 2010, en lien avec la poursuite de la détérioration de la situation du marché du travail qui pèsera encore sur la consommation des ménages.

Enfin, le secteur du bâtiment a fortement pâti du retournement du marché immobilier, avec une chute de la valeur ajoutée de près de 5% pour l'année 2009. La dégradation se poursuivrait en 2010.

Prévisions d'emploi

Les prévisions de valeur ajoutée sectorielle nous permettent de déduire une prévision de l'évolution de l'emploi par secteur à court terme.

Pour les secteurs industriels, nous avons reproduit la méthode utilisée pour l'élaboration des prévisions macroéconomiques et procédé à l'estimation d'équations d'emploi. L'écriture est celle d'un modèle à correction d'erreurs (MCE), estimé en une étape :

$$\Delta \log(Emp_{s,t}) = c + \sum_{i=1}^n \alpha_i \Delta \log(Emp_{s,t-i}) + \sum_{i=0}^n \beta_i \Delta \log(VA_{s,t-i}) \\ + \gamma [\log(Emp_{s,t-1}) - \log(VA_{s,t-1}) - \mu^* trend - \eta \log(CL_{t-1})] + \vartheta_t$$

où $Emp_{s,t}$ représente l'emploi dans le secteur s à la date t , $VA_{s,t}$ la valeur ajoutée dans le secteur s à la date t , et CL_t le coût du travail réel à la date t .

Globalement, entre 2008 et 2010, tous les secteurs économiques connaîtraient une contraction de l'emploi, à l'exception du secteur des services non marchands. L'ampleur de cette dégradation varie fortement d'un secteur à l'autre.

L'estimation des équations présentées plus haut indique que la dégradation des cycles de productivité observée au niveau macroéconomique se retrouve au niveau des secteurs industriels. En conséquence, la détérioration du marché du travail devrait se poursuivre dans l'ensemble des secteurs industriels à l'horizon 2010. Les prévisions d'emploi, synthétisées dans le tableau 9, montrent un repli de l'emploi industriel de 4,3% en 2009 et de 3,7% en 2010. Cette moindre dégradation de l'emploi en 2010 est la conséquence du rétablissement des cycles de productivité.

Suite à l'effondrement de l'activité, les destructions d'emplois sont particulièrement marquées dans le secteur de l'automobile, avec une chute de l'emploi de plus de 25% en l'espace de trois ans. Cette détérioration du marché du travail demeure cependant en deçà de la dégradation de la valeur ajoutée. Cela s'explique notamment par le recours au chômage partiel, particulièrement développé dans l'industrie automobile. En 2005, le secteur automobile concentrait ainsi 16,5% du total des jours autorisés, alors que le secteur ne représente que 0,8% de l'emploi total. En tout, 260 000 emplois devraient être détruits dans l'industrie entre fin 2008 et fin 2010.

L'emploi dans le bâtiment et les travaux publics a été tardivement affecté par la crise, puisqu'il n'a amorcé sa chute qu'au premier trimestre 2009. Outre le décalage habituel entre le retournement conjoncturel et l'ajustement des effectifs par les entreprises, cela s'explique par le très fort recours à l'intérim dans ce secteur. L'ajustement sur l'emploi s'est donc effectué via la baisse du nombre d'intérimaires dans un premier temps, ce qui apparaît dans les chiffres d'emplois du secteur des services aux entreprises. Depuis le 1^{er} trimestre 2008, plus de 30 000 emplois intérimaires ont ainsi été détruits dans le secteur du bâtiment. La dégradation de l'emploi hors intérim dans le bâtiment et les travaux publics s'est accélérée début 2009 et devrait atteindre 2,7% en 2009. Contrairement aux autres secteurs, la situation conjoncturelle du bâtiment et des travaux publics devrait perdurer avec le retournement du marché immobilier. L'ajustement de l'intérim devrait s'atténuer, et la dégradation d'emploi s'accroîtrait en 2010. Au total, ce secteur perdrait 114 000 emplois sur la période 2008-2010.

Dans les secteurs des services marchands, les équations de productivité utilisées pour le secteur industriel ne peuvent pas être mobilisées pour prévoir l'évolution de l'emploi dans ce secteur. Mais il est possible de construire des prévisions en s'appuyant sur l'analyse de la réactivité de l'emploi dans les services marchands lors des crises précédentes (1993 et 2001). Compte tenu de la faiblesse de l'activité prévue à l'horizon 2010, l'emploi dans les services marchands se contracterait sur toute la période (-1,6% pour 2009) avec, comme pour le secteur industriel, une moindre dégradation pour l'année 2010 (-0,7%). Globalement, la contraction est beaucoup moins importante dans ce secteur que dans l'industrie ou dans celui des bâtiments et des travaux publics. Parmi les services marchands, les services immobiliers connaîtraient la plus forte dégradation avec une contraction de l'emploi de presque 6% pour l'année 2009 et de 2,3% pour l'année 2010. Sur la période 2008-2010, 189 000 emplois seraient détruits dans le secteur des services marchands. Le gros de l'ajustement de l'intérim ayant eu lieu depuis début 2008, la dégradation de l'emploi dans le secteur des services aux entreprises devrait s'achever fin 2009, pour stagner en 2010. Seuls les services aux particuliers, dont le développement a été très dynamique au cours des dernières années, semblent tirer leur épingle du jeu puisque l'emploi stagnerait dans ce secteur entre 2008 et 2010.

Concernant le secteur des services non marchands, qui regroupe l'administration, l'éducation, la santé et l'action sociale, l'emploi a continué à croître à sa vitesse de long terme depuis le début de la crise, tendance que nous avons prolongée à l'horizon 2010. Entre fin 2008 et fin 2010, 95 000 emplois y seraient créés.

Tableau 9

Projections sectorielles de court terme

	2007	Poids	Croissance VA Évolution en moyenne annuelle, en %			Croissance emploi Évolution en moyenne annuelle, en %			D (emploi) (en milliers) fin d'année*
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	2008-2010
Ensemble des branches	25 773	100	0,7	-2,1	0,8	-0,2	-1,4	-1,0	-611
Agriculture	852	3,3	2,6	0,8	0,1	-2,3	-1,4	-1,8	-27
Industrie	3 410	13,2	-2,3	-8,2	1,3	-1,8	-4,3	-3,7	-260
Industries agro-alimentaires	554	2,1	-4,1	-1,5	0,0	-0,9	-0,6	-0,5	-6
Industries manufacturières	2 665	10,3	-2,4	-10,2	1,6	-2,0	-5,4	-4,5	-253
Biens de consommation	521	2	0,8	-3,3	0,9	-3,3	-4,6	-3,2	-38
Automobile	203	0,8	-15,3	-28,1	4,9	-6,5	-10,8	-9,3	-35
Biens d'équipement	726	2,8	1,1	-7,2	-2,3	0,3	-5,2	-6,8	-85
Biens intermédiaires	1 216	4,7	-3,9	-13,0	4,4	-2,2	-5,1	-3,1	-95
Énergie	192	0,7	0,1	-2,3	1,0	-1,0	0,5	-1,2	-1
Bâtiment et travaux publics	1 770	6,9	0,3	-4,7	-1,6	2,0	-2,7	-3,6	-114
Services	21 512	83,5	1,2	-1,0	0,8	0,2	-0,7	-0,2	-210
Services marchands	12 225	47,4	1,4	-1,5	0,7	-0,2	-1,6	-0,7	-305
Commerce	3 451	13,4	1,1	-3,0	0,1	-0,1	-1,1	-1,3	-84
Transports	1 117	4,3	1,7	-3,1	1,3	1,0	-1,7	-0,2	-38
Services financiers	795	3,1	2,8	-0,8	0,3	0,0	1,5	-0,2	10
Services immobiliers	290	1,1	1,5	1,0	0,6	-1,0	-5,6	-2,3	-22
Services aux entreprises	4 229	16,4	1,4	-2,8	1,4	-1,6	-3,5	-0,8	-180
Services aux particuliers	2 344	9,1	0,0	0,4	-0,2	1,5	0,4	0,0	9
Services non marchands	7 516	29,2	1,0	1,3	1,6	0,4	0,7	0,5	95

* Cette colonne indique l'évolution de l'emploi entre 2008T4 et 2010T4.

Sources : INSEE, comptes trimestriels, prévisions OFCE.

Prévisions de chômage par ancienneté

Afin d'évaluer l'impact du retournement conjoncturel sur le chômage de longue durée et le niveau d'indemnisation du chômage, nous avons élaboré des prévisions de chômage par ancienneté au chômage à l'horizon 2012 à l'aide d'un modèle entrées-sorties.

Ce modèle s'appuie sur les données mensuelles de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de la DARES, qui fournissent en particulier les flux d'entrées et de sorties à Pôle emploi ainsi que les stocks de demandeurs d'emploi par ancienneté. Ces données concernent les demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, et l'ancienneté des demandeurs d'emploi est regroupée en six catégories: moins de 3 mois, de 3 à 6 mois, de 6 à 12 mois, de 1 à 2 ans, de 2 à 3 ans et 3 ans et plus.

Le modèle entrées-sorties repose sur le scénario central de moyen terme présenté dans la première partie du rapport, à l'aide duquel nous établissons des projections de flux d'entrées et de sorties en catégories A, B et C.

- Les projections de chômage du scénario central portent sur les chômeurs au sens du BIT, dont le champ est proche de celui de la catégorie A, et exclut donc les demandeurs d'emploi en activité réduite compris dans les catégories B et C. Cependant, les données passées indiquent que les variations du nombre de demandeurs d'emploi des différentes catégories présentent de fortes corrélations. On construit une prévision du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C sur la base de ces corrélations et à partir du scénario central de chômage BIT.
- Les flux d'entrées sont également fortement corrélés aux variations du stock de demandeurs d'emploi, ce qui permet d'établir une prévision du nombre d'entrées en catégories A, B et C.

$$TS_t = \frac{\text{sorties}_t}{\text{stocks}_{t-1}}$$

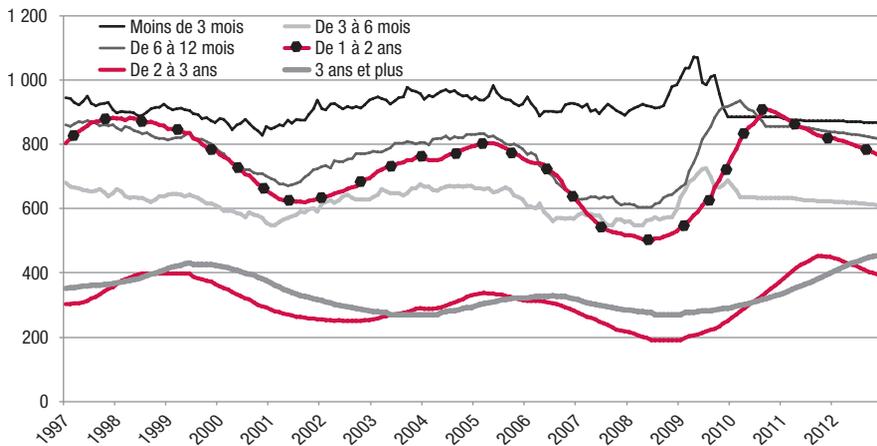
- De la même manière, le taux de sortie du chômage global a été modélisé sur la base de sa forte corrélation avec le stock de demandeurs d'emploi. Cependant, les probabilités de sortie du chômage diffèrent fortement selon l'ancienneté du demandeur d'emploi. Nous avons donc appliqué des transformations linéaires au taux de sortie global, calibrées sur les observations passées, de manière à établir des taux de sortie par ancienneté cohérents avec l'évolution observée des stocks. Sur la base de ces mêmes transformations et de la projection de taux de sortie global, nous avons déduit des prévisions de taux de sortie pour les différentes anciennetés des demandeurs d'emploi.
- Ces prévisions mensuelles d'entrées et de sorties des catégories A, B et C nous permettent de déduire l'évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi pour les différentes catégories d'ancienneté.

Ces projections sont synthétisées dans le tableau 10 et illustrées dans le graphique 6 et mettent en évidence la hausse sensible et progressive de l'ancienneté au chômage

à l'horizon de la prévision. La phase de destructions massives d'emplois se traduit par une hausse immédiate du nombre de chômeurs de très courte durée, mais qui atteint son maximum dès septembre 2009. La situation du marché du travail demeure ensuite très dégradée, ce qui se traduit par une stabilisation du nombre d'entrées au chômage à sa moyenne de long terme, mais les sorties demeurent peu nombreuses. Les flux de demandeurs d'emploi entrés à Pôle emploi lors du pic de la crise se reportent ensuite progressivement vers les catégories de chômeurs de plus longue durée. Le nombre de chômeurs de très longue durée ne cesse d'augmenter jusqu'à la fin 2012, illustrant les conséquences du phénomène d'hystérèse sur le marché du travail.

Graphique 6

Demandeurs d'emploi en fin de mois en catégories A, B et C (par ancienneté, en milliers)



Sources : DARES, DEFM, prévisions OFCE.

Tableau 10

Demandeurs d'emploi en fin de mois en catégories A, B et C (par ancienneté, en milliers)

Catégories A, B et C	Janvier 2008	Décembre 2012	Maximum
Moins de 3 mois	905	866	avril 2009 : 1 016
De 3 à 6 mois	561	610	juillet 2009 : 726
De 6 à 12 mois	616	815	mars 2010 : 936
De 1 à 2 ans	517	762	septembre 2010 : 910
De 2 à 3 ans	216	393	septembre 2011 : 453
3 ans et plus	284	456	décembre 2012 : 456
Total	3 098	3 903	juillet 2011 : 4 004

Sources : DARES, DEFM, prévisions OFCE.

Impact sur la pauvreté

Les crises économiques sont le plus souvent analysées en termes macroéconomiques : quel est l'impact sur la croissance, les taux d'emploi et de chômage, les déficits publics ? Pourtant, les crises peuvent également avoir des effets importants sur la distribution des revenus au niveau individuel et au niveau des ménages. L'objectif de cette partie est d'estimer l'impact des variations macroéconomiques, notamment en termes d'emploi et de chômage, au niveau microéconomique (individus et ménages). En particulier, nous estimons l'impact de la crise actuelle sur la pauvreté des ménages fin 2010. Nous estimons également le coût supplémentaire pour les collectivités locales en termes d'augmentation des dépenses de RSA socle. Pour cela, nous utilisons le modèle de microsimulation MiSME développé au département des études de l'OFCE.

De la récession économique à la pauvreté monétaire : canaux de transmission et stratégie d'estimation

D'un point de vue monétaire sont considérés comme pauvres les individus qui vivent dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. En France, comme dans les autres pays européens, la pauvreté monétaire est généralement mesurée de manière relative. Selon cette approche, le seuil de pauvreté est déterminé en fonction de la distribution des niveaux de vie dans la population. Eurostat utilise en général un seuil à 60% du niveau de vie médian. En France, l'INSEE utilise également très souvent un seuil à 50% du niveau de vie médian. Nous utiliserons ces deux seuils pour définir un taux de pauvreté à respectivement 60 et 50%. Dans cette approche relative, une élévation générale – ou une baisse générale – du niveau de vie n'a pas d'effet sur le taux de pauvreté ; seuls des changements dans la distribution des niveaux de vie ont un impact sur la pauvreté. De plus, comme la pauvreté est définie au niveau du ménage, les variations de taux de pauvreté seront donc en partie déterminées par la corrélation des situations individuelles au sein du ménage.

Les deux déterminants les plus importants de la pauvreté sont la composition familiale et la situation des membres du ménage sur le marché du travail. L'emploi joue notamment un rôle déterminant dans l'entrée ou la sortie de la pauvreté⁴. Si le phénomène de pauvreté dans l'emploi persiste, une des principales causes de ce phénomène est la faiblesse des revenus d'activité, l'autre déterminant principal étant le nombre de personnes à charge. Par conséquent, l'impact de la crise sur la pauvreté devrait passer principalement par le canal de l'emploi. Il est en effet peu probable que la crise ait des effets importants sur les compositions familiales. Afin de mesurer l'impact de la crise sur la pauvreté, nous prenons donc le parti de raisonner à structures familiales constantes et de mesurer un impact qui provient essentielle-

4. ONPES, 2008, *Le Rapport de l'Observatoire national la pauvreté et de l'exclusion sociale 2007-2008*, La Documentation française, Paris.

ment de la situation des individus sur le marché de l'emploi et notamment de leur statut dans l'emploi, l'inactivité ou le chômage. Pour cela, nous tenons compte de l'évolution de l'emploi par secteur et des variations d'ancienneté de chômage, variable déterminante pour expliquer son indemnisation ou non. Le canal du chômage et de son indemnisation explique sans doute la majeure partie des variations de pauvreté dues à la crise. Les autres canaux sont ici négligés. En particulier, nous négligeons le canal du salaire et cela pour deux raisons : si la crise devait avoir des effets sur les évolutions de salaire, il est difficile d'estimer un impact sur la distribution des salaires, variable déterminante pour le calcul de la pauvreté. De plus, comparé aux variations de revenus engendrées par les transitions entre emploi, chômage et inactivité, l'effet des variations de taux salariaux devrait être faible. Les variations de durée du travail, et notamment l'incidence des situations de temps partiel subi, devraient avoir un effet plus important sur les situations de pauvreté. Faute d'information nous permettant d'estimer la distribution de ces variations, nous ne prenons pas en compte cette dimension.

Les données : l'enquête Revenus fiscaux 2003

L'étude de la pauvreté nécessite d'analyser la distribution de l'ensemble des revenus des ménages. En France, l'enquête Revenus fiscaux (ERF) est utilisée par l'INSEE pour calculer le taux de pauvreté. L'enquête Revenus fiscaux est l'appariement d'un échantillon de l'enquête Emploi et de déclarations fiscales. L'ERF a l'avantage de fournir des informations précises à la fois sur les revenus des ménages et sur le statut dans l'emploi des membres du ménage, ce qui permet d'appréhender les liens entre emploi, niveau de vie et pauvreté. Nous utilisons la dernière ERF qui nous est disponible, soit celle de 2003. L'enquête apparie les individus questionnés au titre du quatrième trimestre 2003 de l'enquête Emploi et leurs déclarations d'impôt sur le revenu 2003. Les individus sont pondérés afin d'être représentatifs de la population de France métropolitaine au quatrième trimestre 2003. Le tableau 11 nous donne quelques statistiques descriptives concernant l'emploi et la pauvreté d'après l'ERF 2003.

Tableau 11

Marché du travail et pauvreté, quatrième trimestre 2003 (en euros et en %)

Taux d'emploi 15-64 ans	63 %
Taux d'activité 15-64 ans	69 %
Taux de chômage 15-64 ans	9,90 %
Niveau de vie médian	15 410
Taux de pauvreté (50 %)	7,02 %
Taux de pauvreté (60 %)	12,59 %

Sources : ERF 2003 ; calculs des auteurs.

Viellissement de l'échantillon par calage sur marge

L'objectif est d'évaluer l'impact des changements sur le marché du travail sur les niveaux de vie et le chômage à l'horizon fin 2010. Nous utilisons les données de l'enquête Revenus fiscaux de 2003, qui est la plus récente qui nous est disponible. Nous n'avons malheureusement pas accès à l'enquête Revenus fiscaux et sociaux 2007, qui est déjà à disposition des administrations et de l'INSEE. Outre le fait qu'elle soit plus récente, cette nouvelle enquête améliore l'information sur les revenus du patrimoine et sur les revenus sociaux réellement perçus par les ménages. Nous avons toutefois accès à l'enquête Emploi 2007. Dans un premier temps, nous vieillissons notre échantillon afin de prendre en compte l'évolution démographique et économique réellement constatée au niveau microéconomique entre 2003 et 2007 selon une méthode de repondération des ménages de l'enquête. Nous utilisons la procédure de calage sur marge CALMAR, développée à l'INSEE⁵. La méthode consiste à remplacer les pondérations initiales des ménages par des poids de calage aussi proches que possible des pondérations initiales de sorte que les effectifs et totaux pondérés respectent les effectifs et totaux connus sur la population. Dans notre cas, les pondérations initiales sont les pondérations ménages de l'enquête Revenus fiscaux 2003. Les marges utilisées dans l'enquête Emploi 2007 sont une variable croisant le sexe, l'activité en trois postes et l'âge en six postes, le secteur d'activité selon la nomenclature d'activités française (NAF) en seize postes pour les personnes en emploi, l'ancienneté du chômage en huit postes pour les chômeurs et une variable croisant le type de ménage et le nombre d'enfants.

Dans un deuxième temps, nous vieillissons notre échantillon entre 2007 et 2010 pour prendre en compte les évolutions macroéconomiques estimées à fin 2010. Les marges utilisées sont le nombre d'employés par secteur d'activité en seize postes et le nombre de chômeurs par ancienneté dans le chômage en huit postes ainsi qu'une variable démographique croisant le sexe et l'âge en six postes. Le tableau 12 nous montre les variations d'effectifs sur le marché du travail réellement constatées entre 2003 et 2007 et estimées entre 2007 et 2010. En pratique, il existe des divergences entre les données administratives utilisées par la prévision à moyen terme et les données d'enquête issues de l'ERF et de l'enquête Emploi. Nous mettons en cohérence ces données en raisonnant en taux de variation estimé par secteur et par ancienneté dans le chômage, puis nous ajustons pour que la variation des taux globaux d'emploi et de chômage corresponde à la variation estimée.

5. Sautory O., «La macro CALMAR. Redressement d'un échantillon par calage sur marges», *Document de travail INSEE*, n° F 9310, 1993.

Tableau 12

Variation réelle des effectifs entre 2003 et 2007 et estimée entre 2007 et 2010

	ERF 2003	EE 2007	Estimation 2010
Emploi par secteur			
Agriculture	943 049	875 064	813 917
Industries agricoles	655 498	634 307	618 729
Industries des biens de consommation	686 953	639 754	547 028
Industrie automobile	330 453	317 259	222 316
Industries des biens d'équipement	862 582	833 596	727 293
Industries des biens intermédiaires	1 488 915	1 301 960	1 105 086
Énergie	260 999	237 187	221 622
Construction	1 521 001	1 667 999	1 567 326
Commerce et réparations	3 221 675	3 503 791	3 386 406
Transports	1 030 284	1 148 229	1 110 546
Activités financières	707 646	823 338	810 177
Activités immobilières	270 036	361 164	329 496
Services aux entreprises	3 074 347	3 279 264	3 133 609
Services aux particuliers	1 983 260	2 195 681	2 266 911
Éducation-santé	4 524 280	4 865 628	4 959 394
Administrations	2 542 423	2 909 110	2 954 035
<i>na</i>	82 794	34 718	33 678
Total	24 103 401	25 628 049	24 807 569
Chômeurs par ancienneté			
Moins de 3 mois	618 237	527 459	513 936
De 3 à 6 mois	436 673	360 256	400 029
De 6 à 12 mois	403 575	388 747	528 438
De 1 à 2 ans	489 206	404 083	651 594
De 2 à 3 ans	219 982	212 784	320 944
3 ans et plus	303 296	247 106	275 273
<i>na</i>	217 929	74 614	92 394
Total	2 682 487	2 215 049	2 782 608
Population active	26 785 888	27 843 098	27 590 177
<i>Taux de chômage</i>	10,0%	8,0%	10,1%
<i>Taux d'activité 15-64</i>	71,6%	69,9%	68,7%
<i>Taux d'emploi 15-64</i>	64,5%	64,3%	61,7%
Inactifs	20 777 465	21 582 840	22 799 503
Total population + 15 ans	47 646 147	49 425 938	50 389 680

Sources : ERF 2003, enquête Emploi 2007 ; prévisions des auteurs.

Cette méthode de vieillissement ne modélise pas explicitement les transitions entre emploi et chômage au niveau microéconomique (les entrées et sorties de l'emploi et les variations sectorielles sont modélisées au niveau macroéconomique). L'avantage de cette approche est de limiter le nombre d'hypothèses à effectuer, notamment en ce qui concerne la probabilité d'être au chômage indemnisé selon l'ancienneté de chômage, les transitions infra-annuelles entre emploi, chômage indemnisé et chômage non indemnisé, ainsi que les corrélations d'emploi au sein des ménages. Concernant cette dernière hypothèse, puisque nous modifions les pondérations au niveau des ménages, toutes choses égales par ailleurs, la proba-

bilité d'être soi-même au chômage lorsque son conjoint est au chômage reste constante, seul le nombre de chômeurs augmente. Cette hypothèse est importante dans l'estimation de l'impact du chômage sur la pauvreté puisque la répartition des emplois au sein des ménages est primordiale pour expliquer la dispersion des niveaux de vie. Inconvénient de l'approche, le nouveau visage du chômage et des bas revenus ressemble trop à l'ancien alors que ce visage se modifie dans le temps, notamment en périodes de crise.

Microsimulation de la politique socio-fiscale

Après le vieillissement de l'échantillon, la deuxième étape consiste à appliquer les nouveaux barèmes sociaux et fiscaux. Nous utilisons pour cela le modèle de microsimulation MiSME et les règles socio-fiscales qui prévalent au 1^{er} juillet 2009. MiSME socio-fiscal modélise les prestations familiales (allocations familiales, complément familial, PAJE de base, allocation de rentrée scolaire), les aides au logement, les minima sociaux (API et RMI puis RSA), la prime pour l'emploi (PPE), l'impôt sur le revenu (IR) et la CSG.

Entre 2003 et 2009, le remplacement du RMI, de l'API et de leurs systèmes d'intéressement par le RSA constitue la réforme importante de la politique sociale envers les bas revenus. Cette réforme pourrait en outre avoir un effet sur l'impact du chômage et du non-emploi sur la pauvreté. Si le complément de revenu pour travailleurs pauvres qui s'ajoute aux minima sociaux, dit RSA activité, n'est pas versé directement aux chômeurs, certains ménages comprenant deux travailleurs peuvent devenir éligibles au RSA activité lorsqu'un des deux travailleurs perd son emploi et que, par conséquent, les revenus du ménage décroissent. Nous construisons deux variantes, une avec RSA et l'autre sans, pour estimer l'effet du RSA sur l'impact du chômage sur la pauvreté. Nous posons la question des effets pro ou anticycliques et estimons la variation des dépenses de RSA socle et activité dans la crise. Cette question est d'autant plus difficile que la montée en charge du dispositif RSA est lente, le taux de recours les premiers mois suivant l'introduction étant relativement faible. Selon un communiqué de presse du Commissariat aux Solidarités actives, 371 000 foyers ont bénéficié du RSA en complément de revenus du travail au titre du mois d'août 2009 (contre 281 000 au titre du mois de juin 2009⁶). Le rapport Hénart prévoyait 2 millions de foyers bénéficiaires du RSA activité, dont 1,7 million de foyers gagnants⁷. À ce rythme de montée en charge, et en supposant que seuls les foyers gagnants recourent au RSA, il faudra deux années supplémentaires pour atteindre un taux de recours de 90%. De manière volontariste, le Haut Commissariat prévoit un taux de recours égal à 90% fin juin 2010. Nous retiendrons ce taux pour le calcul de dépenses de RSA activité en 2010.

6. Communiqué du 3 novembre 2009.

7. Certains foyers bénéficiaires de la PPE peuvent être éligibles au RSA activité sans être bénéficiaires nets car les primes de RSA activité doivent être déduites de la PPE.

Impact de la situation du marché du travail sur la pauvreté

Une prévision de pauvreté est un exercice périlleux : le taux de pauvreté étant défini par rapport à un seuil, il peut être très sensible à la définition et aux variations de ce seuil. Le fait d'être pauvre ou pas dépend non seulement de la situation des autres personnes du ménage mais également de la situation du reste de la population. L'augmentation du chômage améliore ainsi la situation relative des personnes restant dans l'emploi. Le tableau 13 résume les prévisions de pauvreté pour fin 2010 compte tenu des modifications sur le marché du travail entre 2007 et fin 2010 (à politique sociale et fiscale constante). Entre 2007 et fin 2010, alors que le nombre de chômeurs progresse significativement (+567 000), le taux de pauvreté des chômeurs croît car l'ancienneté de chômage est en moyenne plus importante en 2010 qu'en 2007. Par conséquent, le nombre de chômeurs pauvres augmente également significativement (+ 223 000 soit une progression de 30%⁸). Mais lorsqu'une personne devient pauvre du fait du chômage, elle entraîne tout son ménage dans la pauvreté. Entre 2003 et fin 2007, le nombre de personnes pauvres dans des ménages d'au moins un chômeur a progressé ainsi fortement (+ 493 000). Cela est en partie compensé par une baisse de la pauvreté dans les ménages non touchés par le chômage. Le nombre de personnes pauvres et en emploi baisse mécaniquement, en partie parce que nous ne prenons pas en compte la progression éventuelle de la précarité en emploi. Au final, selon ces hypothèses et dans une approche relative au seuil de 60 %, le nombre de pauvres augmente de 239 000 entre 2007 et fin 2010, soit une augmentation de 45 pauvres pour 100 chômeurs supplémentaires.

Dans le contexte de cette étude, une approche semi-absolue (ou semi-relative) de la pauvreté où le seuil de pauvreté reste fixe paraît également pertinente, et ce pour deux raisons. Premièrement, faute d'informations nous supposons que les durées de travail sont stables. Notamment, nous ne tenons pas compte de l'évolution du temps partiel subi, ce qui est une hypothèse forte et qui pourrait avoir des conséquences en termes de pauvreté des personnes en emploi. Deuxièmement, la prospective se prête bien à une méthode semi-absolue où le seuil de pauvreté une année donnée ne dépend pas de la variante retenue : lorsqu'on construit des variantes, on compare en effet les mêmes personnes la même année dans des situations théoriques différentes. Il paraît intuitif, dans ce cas, d'utiliser un seuil unique pour toutes ces variantes. Sous ces hypothèses, la pauvreté augmente alors de 523 000 entre 2007 et 2010. Lorsque le seuil reste inchangé, le taux de pauvreté au chômage progresse de 33,9 % à 36,0 % sous l'effet de l'augmentation de l'ancienneté de chômage. Le nombre de chômeurs pauvres augmente alors de 250 000 et chacun entraîne en moyenne un peu plus d'une autre personne dans la pauvreté.

8. Nous ne commentons ici et par la suite que les chiffres au seuil de pauvreté à 60 %.

Tableau 13

Situation sur le marché du travail et effets sur la pauvreté relative en 2007 et fin 2010
(en milliers)

	Calage	Estimation
	2007	2010
Population (définition enquête Emploi)	60 349	60 839
Population active	27 843	27 590
Population en emploi	25 628	24 808
Chômeurs	2 215	2 782
<i>Taux de chômage</i>	7,96%	10,1%
Pauvreté relative :		
Nombre de pauvres (à 60 %)	7 553	7 792
<i>Taux de pauvreté (à 60 %)</i>	12,5%	12,8%
Nombre d'actifs pauvres (à 60 %)	2 483	2 611
<i>Taux de pauvreté des actifs (à 60 %)</i>	8,9%	9,5%
Nombre de chômeurs pauvres (à 60 %)	751	974
<i>Taux de pauvreté des chômeurs (à 60 %)</i>	33,9%	35,0%
Nombre de pauvres en emploi (à 60 %)	1 731	1 637
<i>Taux de pauvreté en emploi (à 60 %)</i>	6,8%	6,6%
Nombre de pauvres (à 50 %)	4 211	4 475
<i>Taux de pauvreté (à 50 %)</i>	7,0%	7,4%
Nombre d'actifs pauvres (à 50 %)	1 412	1 537
<i>Taux de pauvreté des actifs (à 50 %)</i>	5,1%	5,6%
Nombre de chômeurs pauvres (à 50 %)	498	658
<i>Taux de pauvreté des chômeurs (à 50 %)</i>	22,5%	23,7%
Nombre de pauvres en emploi (à 50 %)	914	878
<i>Taux de pauvreté en emploi (à 50 %)</i>	3,6%	3,5%

Sources : Estimations des auteurs.

Impact sur le RSA et effet sur les dépenses des collectivités territoriales

Nous estimons ici l'impact du chômage et des pertes d'emploi sur le nombre de ménages bénéficiaires et les dépenses de RSA socle et activité. De même que le tableau 13, il faut interpréter le tableau 14 en termes de variante : la fiscalité simulée est celle prévalant mi-juillet 2009, les revenus sont également actualisés ; seules les conditions sur le marché du travail varient, la variante 2007 étant représentative des conditions prévalant en moyenne sur l'année 2007 ; la variante 2010 tient compte des conditions sur le marché du travail fin 2010. Le nombre de ménages bénéficiaires du RSA socle devrait augmenter de 122 000 sous l'effet des variations économiques, soit 23 ménages allocataires supplémentaires pour 100 chômeurs de plus. Les bénéficiaires potentiels du RSA activité devraient s'accroître de 43 000. Ce dernier effet est faible comparé à la problématique de la montée en charge du dispositif.

Tableau 14

Impact des variations d'emploi et de chômage sur le nombre de bénéficiaires du RSA (en milliers)

	Variante 2007	Variante 2010	Évolution
Ménages bénéficiaires (RMI et API puis RSA socle)	1 300	1 422	9,4 %
Ménages bénéficiaires (RSA activité)	1 654	1 697	2,6 %

Sources : MiSME, calcul des auteurs.

La loi généralisant le RSA prévoit que les départements financent la part de l'allocation de RSA correspondant à la garantie de revenu, dite RSA socle, soit le périmètre de l'API et du RMI hors intéressement. Le RSA activité est pris en charge indirectement par l'État à travers le Fonds national des solidarités actives (FNSA). Le financement du FNSA est assuré en partie par la contribution additionnelle de 1,1 % sur les revenus du capital. Par rapport à la situation précédente, les départements prennent en charge le financement de la partie socle de l'API mais n'ont plus à financer l'intéressement au RMI. Les modalités de compensation du RSA par l'État sont les mêmes que celles prévalant pour le RMI. En pratique, la loi généralisant le RSA prévoit que le projet de loi de finances pour 2011 compense les départements au titre des dépenses 2010 sur la base des dépenses réelles effectuées en 2009. Ce décalage peut poser des problèmes de trésorerie aux départements lorsque les dépenses au titre du RSA socle augmentent plus vite que la fiscalité attribuée aux départements (part départementale de la TIPP), ce qui est le cas lorsque les dépenses augmentent sous l'effet de la conjoncture.

Le tableau 14 présente les dépenses de RSA socle et activité dans les variantes 2007 et 2010. Les dépenses de RSA socle augmenteraient de 10 % sous l'effet de la conjoncture alors que les dépenses de RSA activité augmenteraient de 3,4 %. Il est intéressant de noter que le RSA activité a un effet contracyclique, ce qui n'est pas évident *a priori*. En effet, il existe deux effets contradictoires : certaines personnes peuvent perdre le bénéfice du RSA activité lorsqu'elles perdent leur emploi, tandis que d'autres ménages deviennent éligibles lorsque l'un des conjoints perd son emploi et une partie de ses revenus d'activité et que l'autre conjoint reste en emploi.

Tableau 15

Dépenses liées au RSA (en millions d'euros)

	Variante 2007	Variante 2010	Évolution
Dépenses RSA socle	5 598	6 159	10,0 %
Dépenses RSA activité	2 391	2 472	3,4 %

Sources : MiSME, calcul des auteurs.